



2018

VERS UNE ÉCOLOGIE SOCIALE COHÉRENTE

Perrine **Vanmeerbeek**

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Les débats – parfois virulents – ayant fait suite à la parution de l'article¹ de Jean-Baptiste Malet cet été, autour de Pierre Rabhi, illustrent une tension profonde entre des modes d'action individuels d'une part, et collectifs d'autre part, en matière d'écologie. Une tension liée selon nous à un sentiment d'impuissance face à l'inertie ambiante qui entoure les questions écologiques et sociales. Un sentiment qui expliquerait peut-être en partie le manque de réflexions concertées, cohérentes, et portées sur le long terme autour des changements climatiques et de destruction de la biodiversité, dont les impacts désastreux ne sont plus à démontrer².

L'objectif de cette analyse est de prendre un peu de hauteur par rapport aux différentes propositions de modes d'action revendiqués en matière de lutte pour la sauvegarde de nos écosystèmes : qu'entend-t-on par « action politique », « action politicienne », « action collective » ? Qu'est-ce qu'une « action individuelle », et peut-elle mener à une action collective ? Comment comprendre les points de vue de ceux et celles qui estiment « faire leur part » à leur niveau – et n'ont parfois aucune réflexion politique

-
- 1 Jean-Baptiste MALET, « Le Système Pierre Rabhi », in *Le Monde diplomatique*, n° 773, août 2018.
 - 2 Lire le rapport synthétique du GIEC pour plus d'informations sur la nécessité de limiter le réchauffement climatique sous la barre de 1,5° par rapport à l'ère préindustrielle, pour tenter d'éviter la transformation de la Terre en planète étuve.
> ipcc.ch/pdf/special-reports/sr15/sr15_spm_final.pdf

sur les questions d'écologie, et ceux et celles qui appellent à une responsabilisation du politique tout en continuant à vivre au rythme effréné de la surconsommation et du système capitaliste? Quelle place donner à la lutte pour des changements structurels? Comment sortir d'un tiraillement entre la nécessité de dénoncer, de revendiquer, et celle d'être heureux au quotidien?

Il s'agit aujourd'hui, selon nous, de sortir de ces oppositions, en vue de mener une action cohérente pour une écologie sociale et politique. Une écologie qui dépasse largement la question environnementale, et qui correspond plutôt à une philosophie d'action pour une société démocratique, soutenable³, où la justice sociale est au cœur des préoccupations⁴. Car si certain-e-s pensent que les conséquences du réchauffement climatique sont « juste » d'ordre environnemental – et qu'il suffirait donc de refroidir la planète, il-elle-s se trompent. Il est indéniable que l'on n'en sortira pas sans remettre en question en profondeur le système qui a mené à un tel réchauffement (surconsommation et surproduction, sur fond d'exploitation débridée), et qui est à l'origine de tellement d'inégalités sociales, de déplacements de population, et de nombreux décès.

Action individuelle vs action collective

Face aux désastres environnementaux actuels, nous observons plusieurs types de réactions dans nos régions du monde. Pour certain-e-s, agir individuellement, « à son niveau », constitue le dernier – et le seul – levier

.....
3 Nous employons dans ce texte le terme de « soutenable » plutôt que « durable », qui nous semble plus propice. Pour approfondir cette notion, consultez par exemple la page suivante :
> alterbourgoigne.franchecomte.org/a/104/developpement-durable-ou-soutenable

4 Cette idée est relativement proche de la définition du « développement durable » (par opposition au « développement économique »), située au carrefour des dimensions économique, sociale, et environnementale. Le développement durable est défini comme « l'idée que les sociétés humaines doivent vivre et répondre à leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. »
> https://e-rse.net/definitions/definition-developpement-durable/#gs.arO_HTo

d'action possible dans une démocratie en perte de sens (les politicien·ne·s ne nous représenteraient pas ou plus, ils agiraient selon des intérêts particuliers et non selon l'intérêt général). Nombreux sont les discours qui prônent la capacité individuelle de chacun·e à changer le monde, à agir dans son quotidien pour « sauver la planète » et pour rendre notre société plus juste, plus soutenable, plus égalitaire. « Chaque individu peut faire sa part » (pour reprendre l'expression consacrée du *Mouvement Colibris*), « la solution, c'est de changer ses habitudes de consommation »,... L'on voit ainsi naître un florilège d'initiatives « zéro déchet » (fabrication-maison des produits ménagers et cosmétiques, épiceries en vrac,...), de maraîchages bio et locaux, de « *repair* cafés », etc. Le *vintage*, le vélo, le *vegan* sont à la mode et ont créé de nouveaux marchés (plutôt de niche que populaires).

Ces initiatives sont sans aucun doute louables, utiles et pertinentes. Elles investissent les personnes qui les mettent en œuvre d'un sentiment de « maîtrise », comme l'illustre la notion de « consomm'acteur ». Cependant, elles ne mènent pas nécessairement à une remise en question plus globale du système dans lequel on vit, qui est pourtant à l'origine même du désastre. Elles ne permettent pas, non plus, à chacun·e de se sentir concerné·e, car elles font peu le lien avec les nécessités sociales de « boucler les fins de mois ». Aussi, cette manière de voir les choses relève d'une écologie très libérale, au sein de laquelle chaque individu pourrait choisir les « bonnes actions » qu'il souhaite appliquer dans sa vie, sans penser la somme des actions dans un ensemble cohérent⁵.

.....

5 À ce sujet, Margaret Thatcher défendait l'idée libérale à l'extrême, en prônant qu'il n'existe pas de « société », qu'il n'y a que des individus. Elle disait, en septembre 1987, dans une interview au magazine *Woman's Own* :

« Je crois que nous venons de traverser une période au cours de laquelle on a laissé de trop nombreux enfants, de trop nombreuses personnes se dire : "Je rencontre une difficulté, c'est au gouvernement de faire le nécessaire!", "Je rencontre une difficulté, je vais aller réclamer une subvention pour m'en sortir!", "Je vis dans la rue, c'est au gouvernement de me trouver un logement!" Et donc, ces personnes en viennent à reporter leurs problèmes sur la société. Mais la société, c'est qui? Ça n'existe pas! Il y a des hommes et des femmes, il y a des familles, et aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit, si ce n'est à travers les gens. Mais les gens s'occupent d'eux-mêmes avant tout. [...] Les gens pensent trop à leurs droits sans réfléchir à leurs

La critique régulièrement adressée à ce type d'actions est qu'elles font fi de la nécessaire remise en question des modèles structurels de nos sociétés, et tendent au contraire à attribuer une responsabilité avant tout individuelle au besoin et à la possibilité de changement. Il conviendrait donc de (re)politiser les questions de société, de les (re)collectiviser. Cette responsabilisation individuelle a tendance à culpabiliser les individus (« je n'en fais pas assez »), et peut s'avérer contre-productive lorsqu'il s'agit de construire une mobilisation sociale. Certain-e-s ne se sentent pas légitimes pour revendiquer, pour manifester, puisqu'il-elle-s ne sont pas 100 % cohérent-e-s avec leur idéal au quotidien (« je ne suis pas légitime à aller manifester pour le climat, alors que je prends ma voiture tous les jours pour aller travailler »).

L'individualisation des modes d'action comporte également le risque de dédouaner les politicien-ne-s de leurs responsabilités, en leur laissant croire qu'il-elle-s ne doivent pas gérer telle ou telle problématique, parce que les mouvements citoyens s'en sont emparés efficacement (l'exemple des plateformes citoyennes d'accueil des réfugiés est particulièrement révélateur). Or, bien souvent, si les individus s'emparent de certaines problématiques, c'est précisément parce que les politicien-ne-s s'en sont dédouané-e-s, laissant délibérément les urgences sociales à l'arrière-plan de leurs préoccupations.

La tension est complexe, car ces critiques de l'action individuelle peuvent être vécues comme extrêmement décourageantes et défaitistes par les citoyen-ne-s qui les mettent en place : « si ce que je fais n'aura de toute façon aucun impact, à quoi bon ? », « c'est le rôle des politicien-ne-s, pas le mien ». Les actions individuelles, les modifications de comportements au

obligations. Or vous ne pouvez pas disposer d'un droit sans qu'une autre personne ait respecté une obligation. Je pense que l'une des tragédies de notre époque, c'est que certains manipulent le système des indemnités que nous versons – des indemnités qui avaient été imaginées pour rassurer les gens et faire en sorte que s'ils étaient malades un filet de sécurité serait en place pour les aider – et [...] se disent : "Mais, à quoi cela me servirait-il de travailler? Je gagne autant en étant au chômage!" Or ce "chômage", c'est votre voisin qui le paie. »

SOURCE : *Le Monde diplomatique* (*Manière de voir*, n° 153) :

> monde-diplomatique.fr/mav/153/AV57545

quotidien (réduire et trier ses déchets, prendre son vélo ou les transports communs, choisir une banque éthique, consommer local et durable, manger moins de viande ou stopper sa consommation de produits animaliers, arrêter de prendre l'avion, quitter un emploi qui va à l'encontre des valeurs que l'on défend...) sont parfois vécues comme les seules manières d'être utile et de participer au changement social. Il nous semble important d'encourager et de soutenir ces initiatives. Cependant, il est également indispensable d'assortir ces initiatives individuelles d'une réflexion continue sur leur impact et leur sens, et ce, afin d'éviter qu'elles deviennent une justification à certains immobilismes (« je fais déjà beaucoup de choses au quotidien »), et pour ne pas passer à côté de l'essentiel : la lutte structurelle contre les inégalités sociales.

Certaines actions individuelles sont par ailleurs difficilement distinguables d'une mobilisation plus globale. Par exemple, boycotter un produit consiste certes en un acte individuel, mais qui s'inscrit généralement dans une lutte collective (par exemple, le boycott des ouvriers de *Danone* en 2001, la campagne internationale *Boycott, Désinvestissement et Sanctions – BDS*); de même, signer une pétition est un acte individuel ayant néanmoins pour but d'influencer par la force du nombre, tout en ayant un impact à une échelle élargie (sensibilisation de son entourage, d'un secteur professionnel, interpellation d'un·e politicien·ne,...); utiliser ses propres semences est une manière de désobéir pour le bien commun.

L'action individuelle n'est-elle pas le premier pas vers une action collective? La conscientisation individuelle n'est-elle pas une étape préliminaire et nécessaire à un réveil politique, et à un engagement plus collectif? Faut-il d'abord agir individuellement pour agir collectivement? S'engager dans une action collective relève évidemment également d'un acte individuel, auquel d'aucun·e·s ne se sentiront disposé·e·s que s'il·elle·s y voient une cohérence par rapport à un certain mode de vie. Et puis, nous nous construisons toujours, individuellement, en interaction avec les autres, en interaction avec le monde; nos actions individuelles impactent les autres, et nous sommes impactés par celles des autres. Soulignons également que les actions individuelles sont souvent « collectives » à une

petite échelle (on trie en famille, on cultive en groupe, on participe à un atelier zéro-déchet entre ami-e-s). Au final, l'action individuelle l'est-elle réellement? La notion d'« individuel » concerne plutôt l'échelle d'action qui nous apparaît accessible dans le rapport de force actuel.

Vous avez dit politique?

Qu'entend-t-on alors par « politiser » les questions écologiques? Établissons d'ores et déjà, pour ce faire, une distinction entre *le politique* et *la politique*. Le mot « politique » vient du grec *polis* qui signifie la Cité. *Le politique* consiste à débattre des questions sociales (l'écologie par exemple) entre citoyen-ne-s de la Cité (les personnes concernées). *La politique* – ou action politicienne – est, quant à elle, la gestion du politique par les politicien-ne-s, les élu-e-s, les lois. Elle n'est pas *nécessairement* instrumentalisée ou instrumentalisante, mais cette notion est connotée négativement à cause d'une impression – malheureusement régulièrement confirmée – que les politicien-ne-s agissent davantage en fonction d'intérêts propres, d'intérêts économiques, que guidés par le bien commun et la justice. Les résultats des élections communales belges du mois d'octobre 2018 illustrent assez bien cette perte de confiance dans la politique (le taux d'absentéisme et d'abstentionnisme⁶ concernait près d'un-e citoyen-ne sur cinq en Wallonie⁷) – bien que ces élections aient aussi révélé un appel des citoyen-ne-s à voir émerger d'autres manières de gouverner (baisse de popularité des partis traditionnels).

Selon nous, politiser une question consiste donc à la mettre en débat pour tenter d'y trouver des réponses collectives au nom du « bien commun », au nom de la démocratie dont nos sociétés se revendiquent. Cette politisation peut passer tant par l'action de politicien-ne-s que par l'action du peuple.

6 > vocabulairepolitique.be/abstentionnisme/

7 > lalibre.be/actu/politique-belge/voici-les-taux-d-abstention-et-d-absenteisme-en-wallonie-et-a-bruxelles-lors-de-ces-elections-5bc467b3cd70e3d2f62d6743

Quand on parle de politiser l'écologie, il s'agit donc de penser le changement de manière collective et concertée. Il s'agit de penser l'écologie dans toutes ses dimensions, en prenant en compte la complexité et l'enchevêtrement des luttes sociales (féministes, antiracistes, ouvrières, anticoloniales, anticapitalistes, anarchistes, écologistes,...), l'ensemble des classes sociales, la complexité du système que l'on dénonce, et celle de la mise en place concrète des alternatives que l'on veut instaurer pour tous et toutes. Ce n'est pas toujours le cas – que du contraire. Il est dramatique de constater que l'écologie épouse parfois des idéologies libérales, conservatrices, fascistes, ou individualistes⁸. *Politiser l'écologie, c'est la penser sans la dissocier des questions sociales.* C'est tenter de modifier les rapports de force à l'œuvre.

Il nous semble primordial d'insister sur la nécessité d'une *écologie sociale*, pour rappeler la quantité d'inégalités criantes engendrées par le système capitaliste sur-productiviste, à l'origine des changements climatiques et de leur amplification en cours. Pour ne donner que quelques exemples : l'exploitation à outrance de certains territoires et la course aux ressources non-renouvelables (pétrole, gaz, charbon, minerais rares,...) crée la pauvreté et l'exode rural ; la déforestation oblige des populations entières à se déplacer ; l'appauvrissement des terres par les pesticides et les monocultures (par exemple, la culture de coton pour produire toujours plus de vêtements qui seront à peine portés car la mode aura déjà changé, celles de soja ou de céréales pour nourrir plus de bétail et assurer une production de viande démesurée), crée non seulement des famines mais également des catastrophes naturelles ; la pollution affecte généralement plus directement les personnes issues de la classe ouvrière qui travaille directement en contact avec des substances chimiques toxiques (l'industrie du textile est particulièrement nocive à ce niveau), ou qui est contrainte de vivre dans les quartiers ultra-pollués où les loyers sont les plus bas ; la course à la croissance génère à la fois le déclin des ressources

8 En ce sens, nous considérons que l'écologie ne peut être a-politique, car même si elle n'est pas toujours politisée en termes sociaux, elle est politisable de multiples manières – que chacun-e peut penser souhaitable ou non.

et l'appauvrissement sans fin des 99% de la population mondiale⁹; les migrations dues aux changements climatiques et aux pénuries touchent avant tout les personnes les plus défavorisées dont les ressources pour lutter contre les catastrophes naturelles (ouragans, tremblements de terre, inondations, sécheresses prolongées,...) sont plus limitées. La liste est malheureusement encore longue... toutes ces problématiques consistent en autant de combats à mener de pair et de manière cohérente, quand on parle d'écologie sociale.

Comme le disait très bien André Gorz : « Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse – pourtant entièrement illusoire – qu'ils cesseront un jour d'être "sous-privilégiés", et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser "au-dessus" des autres. [...] Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres¹⁰. »

Vers une conciliation des modes d'action?

Les champs de l'action « individuelle » et de l'action « politique » sont souvent mis en tension et en contradiction, traités comme inconciliables. Mais ces différents modes d'action peuvent se nourrir l'un de l'autre. Une action individuelle peut être pensée avec une visée politique,

9 > oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99

10 > monde-diplomatique.fr/2010/04/GORZ/19027

et se transformer en action collective ; une action politique peut être noble, en cohérence avec les préoccupations spécifiques des citoyen-ne-s, et faire sens pour chaque individu qui y participe. Il nous semble indispensable de nuancer les assertions catégoriques spéculant sur les différentes façons de s'engager, au-delà des clichés et des étiquettes. Il n'y a pas de recette miracle, mais gardons à l'esprit la nécessité d'un aller-retour permanent entre réflexions/actions individuelles et collectives, à notre échelle et à une échelle politique, et ce, afin de ne pas perdre de vue les enjeux.

Individuelle, collective, politicienne, politique, réformiste, révolutionnaire, toute action peut avoir un impact, certes, mais celui-ci sera généralement proportionnel à sa radicalité (au sens de s'attaquer à la racine des problèmes) et aux énergies investies. Les différents modes d'action gagneraient ainsi à être pensés ensemble, afin de former un tout diversifié mais cohérent. Les questions écologiques et sociales qui ébranlent notre société aujourd'hui méritent des réponses globales, pensées sur le long terme, des engagements politiques et collectifs forts, et une conscientisation de chacun-e aux enjeux de société. Prenons donc le temps d'échanger, de se comprendre, et de réfléchir ensemble aux alternatives en cours et à construire.

Perrine VANMEERBEEK

Pour aller plus loin

Vidéo

Oubliez les douches courtes.

> youtube.com/watch?v=QqnC2avyNAk

Articles

« Faire sa part ou faire le nécessaire ? »

> reporterre.net/Transition-ecologique-faire-sa-part-ou-faire-le-necessaire

« Murray Bookchin, fondateur de l'écologie sociale ».

> blogs.mediapart.fr/harpages/blog/271114/murray-bookchin-fondateur-de-lecologie-sociale

« Les Limites de la morale éco-citoyenne ».

> lavamedia.be/fr/les-limites-de-la-morale-eco-citoyenne/?fbclid=IwAR-2EN7p2CqZC7_7qojr7xhadc19fl_6sgckOTg6KC2DTZogilrphiJne_GQc#.XAbBCZR45AY.facebook

« La ZAD et le Colibri – Deux écologies irréconciliables ? »

> terrestres.org/2018/11/15/la-zad-et-le-colibri-deux-ecologies-irreconciliables/



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

éditeur responsable et composition /
jérôme becuwe, asbl barricade
rue pierreuse 21 - 4000 liège - 2018